



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2024-43
Séance du 29 août 2024 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf août à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Frédéric Aldon, Roger Caizergues, Sylvain Deyrat, Philippe Lenoir, Michel Perez, François Petit, Filipe Serra, Alexis Viala
Mmes Frédérique Berard, Elodie Joannot, Paloma Pervent, Fanny Suau, Brigitte Torrandell, Irène Vilaplana

Absents ayant donné procuration : M. Théo Briane pouvoir à M. François Petit, Mme Laurence Enjalbert pouvoir à Mme Elodie Joannot, M. Jean-René Oudinot pouvoir à M. Roger Caizergues, Mme Romane Palau pouvoir à Mme Brigitte Torrandell, M. Joel Salgues pouvoir à M. Michel Pérez

Absents excusés : M. Sylvain Castellon, Mme Souhila Gouard

Absents : Mme Nathalie Balsan, M. Didier Huber

Secrétaire de séance : Mme Frédérique Bérard

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 14

Procurations : 5

Absents : 2

Votants : 19

Date de convocation et affichage

23 août 2024, affichage le 26 août 2024

Objet : Acquisition de la parcelle BC 032

M. le maire donne la parole à M. Lenoir, adjoint, délégué à l'urbanisme et aux travaux, qui présente l'affaire en objet.

Vu l'article L2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant la volonté de Monsieur Lysette Jean, propriétaire de la parcelle cadastrée BC 032 sise sur la commune de Lavérune, de vendre à la commune la parcelle susmentionnée,

Considérant la nécessité de préserver et de restaurer les zones humides pour la protection de la biodiversité et la gestion des milieux aquatiques,

Considérant le plan de gestion à l'œuvre sur ce secteur visant à la restauration et à la protection de la Mosson et des zones humides associées,

Considérant que la parcelle BC 032, située en zone humide et en ripisylve de la Mosson, est stratégique pour la mise en œuvre du plan de gestion,

La parcelle BC 032 objet de l'acquisition proposée, est située sur la ripisylve de la Mosson et est classée au P.L.U. en zone N1, zone naturelle correspondant au secteur constituant les coupures naturelles d'urbanisation Est et Nord. La parcelle susmentionnée est comprise dans le plan de gestion des berges de la Mosson délégué à l'Etablissement Public Territorial du Bassin du Lez (EPTB Lez). Il est précisé que la collectivité compétente pour la mise en œuvre des actions du plan de gestion des prairies est la Métropole de Montpellier (service Gestion des Milieux Aquatiques – GEMA).

Cette acquisition s'inscrit dans le cadre de la stratégie de préservation et de restauration des milieux aquatiques, tels que définis par le plan de gestion. La Commune, déjà propriétaire d'un grand nombre de parcelles dans ce secteur, voit dans cette acquisition une opportunité de faciliter le déploiement du plan de gestion, visant à la restauration et à la protection de la Mosson et des zones humides environnantes.

La parcelle BC 032 revêt une importance stratégique pour la continuité écologique et la préservation de la biodiversité de cette zone sensible.

La parcelle concernée est la suivante :

- Parcelle cadastrée section BC 032 d'une superficie de 2 816m² (lieu-dit Mosson) située en zone N1 au règlement du Plan Local d'Urbanisme ;

Il s'agit pour la commune d'acquérir cette parcelle au prix moyen de 1 € le m², soit un montant global d'achat de 2 816 euros.

Les frais de notaires resteront à la charge de la Commune. L'achat de cette parcelle sera confié à l'office notarial Nota Bene situé au 9 avenue Georges Clémenceau à Saint-Jean-de-Védas (34430).

Entendu l'exposé de M. Philippe Lenoir, après discussion et sur proposition de M. le maire, le conseil municipal à l'unanimité :

- Accepte l'acquisition à l'amiable de la parcelle susmentionnée,
- Autorise Monsieur le Maire à signer l'acte notarié nécessaire à cet achat et à signer tout document nécessaire à sa bonne exécution,
- Approuve la prise en charge par la commune des frais de notaire,

Ainsi fait et délibéré, Laverune le 29 août 2024.

Roger Caizergues
Maire



Frédérique Bérard
Secrétaire de séance

Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et Informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État.
Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 7.10.2